

Compte-rendu du 16 octobre 2008

2ème Comité nationale d'Orientation des Assises (CNOA)

**au MEEDDAT
de 10h à 12h**

Animation : Roland GERARD

Présents :

Pour les ministères :

Catherine LARRIEU, chef de la délégation au développement durable, Commissariat général au développement durable (MEEDDAT)

Michelle JOUHANEAU : MEEDDAT; au commissariat général, au sein de la délégation DD sur l'axe éducation et formation à l'environnement et au développement durable.

Mme Fabienne COBLENCÉ : Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, chargée du DD

Florence SALHI : chargée d'étude au Ministère de l'Agriculture à la direction générale de l'enseignement et de la recherche, sous direction des politiques de formation et d'éducation, bureau des diplômés de l'enseignement technique

Jean-Michel VALANTIN : Haut fonctionnaire au DD au Ministère de l'Education Nationale

Pour les collectivités territoriales :

Fabienne ALLAGD'HUISME : directrice de l'environnement et du développement durable au Conseil Régional Basse-Normandie.

Pour les entreprises :

Isabelle LUNEL : Entreprise Ecoemballage

Dominique GANIAGE : EDF

Pour le comité de la décennie :

Jacqueline DENIS-LEMPEREUR

Pour les établissements publics :

Estelle GAVARD : Agence de l'eau Seine Normandie

Isabelle GIORDANO : ADEME

Pour les associations :

Benoît RENE : Collectif régional Basse Normandie, Graine Basse Normandie

Roland GERARD : comité de pilotage du CFEEDD.

Christine DELHAYE : chargée EDD au Comité 21, membre du CFEEDD

Thierry LEREVEREND : comité de pilotage du CFEEDD

Orane BISCHOFF : comité de pilotage du CFEEDD

Elodie TEXIER-PAUTON : comité de pilotage du CFEEDD

Gaëlle LE BLOA : Plateforme EEDD PACA, Graine PACA

Sont excusés : Francis THUBE (CFEEDD), le CNFPT, la Caisse d'Epargne, David Sève de la Fondation Nature et Découverte, Jacques Bregeon (COMOP 26 Grenelle), Annick Delhay de l'Association des Régions de France (ARF), à savoir qu'elle est mandaté par

l'ARF pour suivre le projet des assises.

Introduction :

Roland GERARD remercie les participants de leur présence à cette réunion qui est la deuxième du CNOA, la première s'étant tenue le 20 juin dernier.

Depuis, le choix de la région d'accueil des assises nationales s'est effectué, toutes les étapes se sont bien déroulées. Les assises nationales auront donc lieu **les 27,28,29 octobre 2009 à Caen en Basse-Normandie.**

Nous remercions le MEEDDAT et notamment Catherine Larrieu pour l'accueil de la réunion dans leurs locaux.

Infos : Le CFEEDD rencontrera prochainement le président de l'ARF et aussi de l'ADF et de l'AMF (maires de France) afin de sensibiliser les élus au projet. On les espère à la prochaine réunion.

Tour de table des participants.

Présentation de l'ordre du jour.

Présentation de la région Basse Normandie sur son engagement pour l'accueil des Assises Nationales de l'EEDD en 2009 :

Fabienne ALLAGD'HUISME, directrice au Conseil Régional Basse Normandie :

Le Conseil Régional et le collectif régional EEDD sont heureux et fiers d'avoir eu leur candidature retenue pour accueillir les assises nationales de l'EEDD en 2009.

Pour plusieurs raisons :

C'est une petite région avec trois départements

Il y a un contexte régional particulièrement porteur sur l'EEDD depuis quelques années, il y a une montée en puissance, une mobilisation des acteurs sur le terrain.

La structuration en réseau est en train de se faire, pas encore de plate-forme mais il y a un véritable engagement marqué. Nous défendons les valeurs portées par le CFEEDD et notre souhait est de valoriser les expériences réalisées par les acteurs de terrain. Cet engagement pour les assises va y contribuer activement.

Il faut savoir que pour remplir le dossier de candidature, le collectif régional s'est très vite mobilisé avec une grande réactivité, afin de répondre dans le cadre du cahier des charges donné par le CFEEDD. Les quatre sphères se sont engagées : les entreprises, les services de l'état, les collectivités notamment la ville de Caen et la région.

La région s'est engagée cette année dans un agenda 21.

Concernant l'accueil des assises nationales, la région et le collectif souhaitent assurer une animation de qualité, la recherche de convivialité, la mise en oeuvre d'une démarche éco-responsable.

« Nous sommes convaincus collectivement que c'est un signal fort, un levier pour conforter les projets régionaux ».

Les élus se sont mobilisés : la ville de Caen, les sénateurs du département de la Manche et de l'Orne ainsi que les présidents de département.

Il y a une volonté politique très forte, c'est un choix politique assuré et assumé par le vice-président de la région.

La région s'est engagée dans les démarches éco-responsables dans le cadre des

formations professionnelles, à conforter le soutien aux associations, les démarches DD dans le cadre des lycées...

Hier, se sont tenues les premières assises régionales du DD, il y avait 600 participants, ils ont touché 1200 élèves de lycées grâce à la video-conférence. Il y avait un atelier sur la structuration du collectif régional en vue des assises nationales EEDD, il y avait 100 personnes à cet atelier.

Benoit RENE du Graine Basse- Normandie :

Il mentionne la présence des deux parcs naturels régionaux, aujourd'hui il y a 28 structures au sein du collectif.

La mobilisation s'accroît, notamment ont rejoint le collectif : les acteurs de l'éco-construction, de l'économie solidaire, les entreprises, comme La Poste, les syndicats de consultants...Il y a un fort effet mobilisateur.

Pour les lieux d'accueil des assises : le centre des congrès de Caen. Pour les plénières il y aura des salles au conservatoire régional de Musique, il y a une utilisation possible de la visio-conférence aussi puis à côté il y aura le lycée Malherbe pour la restauration et l'hébergement en internat.

En terme de préparation au niveau territoriale, il y aura des assises départementales, enfin le collectif profitera de chacune des mobilisations autour du DD en région pour informer sur les assises. Le collectif propose une journée zéro avant les trois jours d'assises, une journée pour aller à la rencontre des acteurs de terrain.

Mme ALLAGD'HUISME rajoute que les collectivités se sont engagées moralement mais aussi financièrement : des moyens pour le GRAINE ont été votés à la dernière commission permanente. La ville de Caen également s'est engagée financièrement.

Présentation de l'avancée du projet – Elodie TP

Il s'agit de faire le point depuis la dernière réunion du 20 juin sur ce qui a avancé dans la structuration du projet.

Il faut tout d'abord noter qu'il y a une forte mobilisation territoriale : au moins 12 régions mobilisées et plusieurs départements. Les assises territoriales sont portées par des Graines, des collectifs régionaux qui se mobilisent pour apporter la matière du terrain à la réflexion sur l'EEDD.

Le 18 septembre dernier, il y a eu une réunion avec les porteurs de projet en région.

c.f. Document (présentation du projet des assises 2009) distribué en séance.

● Pour ce qui concerne la mobilisation des 4 sphères :

- Pour les ministères c'est acquis,
- Pour les entreprises on y arrive petit à petit, en tout cas, certaines nous manifestent leur intérêt.
- Reste à rencontrer les collectivités et les élus, c'est en route, (voir RDV avec ARF, AMF).
- Les acteurs de la société civile sont bien mobilisés. À travers de nombreuses assises territoriales, déjà réalisées, en cours ou à venir, de belles énergies qui se mobilisent.

Le 23 octobre, date de la plénière du CFEEDD, permettra de continuer à travailler sur les assises.

À mentionner également, l'envoi d'un courrier pour demander le haut patronage du

président de la république pour les assises.

- Un plan de communication est en cours de structuration, il est important pour assurer une cohérence et une efficacité sur la communication.

Nous ferons passer le CR des assises départementales des Alpes Maritimes (06) à la liste de diffusion du CNOA. Il y avait 230 participants et le lien avec le national s'est fait puisqu'il y avait notamment Gaëlle LE BLOA et Annick DELHAY.

Plan de financement – Thierry LE REVEREND

Remarque de Michelle Jouhaneau : on voit que le projet avance et que les ministères sont impliqués. Le projet qui est présenté au MEEDDAT pour 2009 est considéré comme étant un projet que le ministère veut suivre en restant dans l'échange, il porte un intérêt (plus qu'une mobilisation) au projet. Pour ce qui concerne les assises en région, les services de l'état en région sont attentifs à toutes les demandes qu'il y aura. Ils y apporteront des réponses diverses.

RG : Ils sont plus qu'attentifs par endroit !

FAD: en Basse-Normandie, il y a des attentes par rapport à la centrale.

MJ : Nous ne sommes pas leur autorité, les décisions sur le terrain sont prises par le préfet.

Dans tous les cas, nous suivons le projet dans la mesure de nos disponibilités avec surtout le souhait de valoriser les initiatives de l'ensemble du territoire, sur cet aspect nous souhaitons vraiment la réussite des assises.

Présentation du budget :

Il totalise un montant de **518 580 euros**.

Il comprend les produits et les charges réels que nous projetons et une deuxième partie sur la valorisation du bénévolat pour montrer que ce n'est pas une partie négligeable.

Il faut savoir que sur la région Basse Normandie, une centaine de bénévoles peuvent être mobilisés.

En dehors de cet aspect, le budget est de **450 000 euros**.

- Pour la moitié des charges il s'agit d'aspects logistiques.

Il y a aussi les missions pour accompagner les assises c'est tout ce qui concerne les assises mais en dehors de l'organisation « logistique ».

- En face nous avons des produits, par les quatre sphères d'acteurs

- Les frais d'inscriptions : ils représentent 25% de recettes (il y aura trois types de tarifs)
- L'Etat avec la liste des ministères qui nous semblent intéressants à mobiliser en ciblant plus largement (ministère de la culture, des affaires étrangères.)
- Des ressources de la part des collectivités de Basse Normandie : la ville de Caen et la région se sont engagées officiellement, on attend encore pour les conseils généraux
- Les entreprises : nous avons la volonté de les associer à hauteur de 25%.

RG : Concernant le bénévolat, il faut mentionner que la région BN et la ville de Caen

financent un temps plein d'un chargé de mission au Graine et du temps de Benoit.

Question : que signifie animation politique?

Réponse : c'est tout ce qui concerne les relations avec les partenaires, les entreprises, ministères, territoires etc...

Rmq : Il faut plutôt parler de coordination institutionnelle.

RG : Nous nous excusons du fait que l'ADEME et la DIREN découvrent en séance le budget et les montant qui leur seront demandés.

JMV : concernant les entreprises, en sait-on davantage?

RG : il y avait 5 ou 6 entreprises pour Lille comme Eco-emballage, 3 suisses, La Poste, La Lyonnaise etc...

Là on a la Poste déjà et nous serons heureux de compter sur Ecoemballage et EDF.

Nous avons prévu différents niveaux d'implication en fonction des possibilités des entreprises.

On souhaite que les entreprises participent aux ateliers , aux réflexions que ce soit du vrai partenariat. On a plutôt bon espoir. On espère qu'à la prochaine réunion se soit plus concret .

Rmq : Les représentants d'Ecoemballage et d'EDF annoncent qu'ils participeront mais ils ne savent pas encore à quel niveau.

Rmq : un budget important est attribué pour les intervenants très prestigieux.

On se laisse une part d'ambition de ce côté là, sachant que l'on s'adaptera à la réalité bien entendu.

Plusieurs idées sont lancées : Prix Nobel , François Morel, Michel Onfray, Evo Moralez, Nicolas Vanier, Jacques Perrin (le peuple migrants, microcosmos..) ce dernier semble retenir l'attention.

Consolidation du Conseil d'Orientation des 2èmes Assises Nationales de l'EEDD – Roland GERARD

L'idée est que le projet soit partagé et réponde aux attentes des différents acteurs aux différentes échelles territoriales (national, régional, départemental, local) avec un accompagnement de la part des acteurs des quatre sphères.

On a demandé aux départements et aux régions de repérer dans leurs assises territoriales :

- les freins et leviers pour l'EEDD
- l'expression de leurs attentes par apport aux 4 sphères notamment en matière de politique au niveau national.
- Par rapport aux dix propositions faites par le CFEEDD dans la plaquette, quelles sont les propositions que vous proposer en concordances avec les acteurs territoriaux?

Nous allons mettre en place une mission spécifique pour le suivi des assises dans les territoires. C'est assez complexe, on connaît ce type de fonctionnement, c'était celui de

Planét'ERE 2 pour lesquelles il y avait eu 4 phases régionales et 11 territoires qui accueilleraient.

Ce travail de recueil de ce qui se passe dans les territoires permettra de nourrir le programmes des assises nationales.

Concernant le CNOA, l'idée est de consolider le groupe d'aujourd'hui (une vingtaine de personnes) on peut être jusqu'à 30 ce serait très bien, n'hésitez pas à convaincre vos contacts de rejoindre le CNOA.

TL : Il y a un enjeu important. Le travail ensemble avec les 4 sphères fonctionne très bien au niveau territoriale. On nous regarde bizarrement car nous avons plus de difficultés. Il y a des enjeux à travailler ensemble au niveau national.

Programme et productions des assises :

Programme :

Ce que l'on imagine :

- **le 1er jour** : l'idée est de témoigner, de montrer ce que c'est concrètement l'EEDD
- **le 2ème jour**, c'est là qu'on aurait notre intervenant prestigieux permettant de prendre du recul. L'après midi il y aura des ateliers avec les remontées du terrain, les résultats du CNOA aussi.
- **Le 3ème jour** : Bilans et perspectives, on finalisera avec la co-construction d'un document commun reconnu comme document de référence.

Les productions :

- **Bilan du Plan Nation d'Actions**, on en a le souhait
- **Faire un appel** (en amont des assises) pour mobiliser les acteurs sur l'importance de l'EEDD
- **Constats communs et propositions pour développer l'EEDD** alimenté par les territoires et les assises, suivis de deux autres documents :
- **Déclarations d'engagement** : voilà ce à quoi s'engagent les acteurs (ex de la plateforme PACA EEDD)
- **Agenda** : il s'agit d'un engagement concret avec des dates, des échéances.

L'idée est que les assises ne soient pas une fin en soi, mais un outil pour que les acteurs se mobilisent ensemble et réalisent des outils communs pour travailler ensemble à l'avenir (troisième phase des assises).

Il y aura des stands également...

Les entreprises pourront prendre part au forum, dès lors qu'il s'agit d'éducation.

Présentation plateforme EEDD – Gaelle Le BLOA

il faut savoir que cette expérience de PACA est liée à notre histoire, fonctionnement.

La plateforme avait candidaté pour recevoir les assises nationales car la plateforme a de

fortes attentes du niveau nationale. Nous avons réalisé un document d'orientation partagé mais certains points dépendent du niveau national.

● **Historique :**

C'est un espace de concertation qui représente l'ensemble des acteurs de l'EEDD, par contre nous n'avons pas encore les entreprises.

Il y a des représentants de l'état, de la société civile (nous les appelons milieu socio-professionnel).

En 2004, nous avons définis nos objectifs et nos modes de fonctionnement, nous avons co-construit notre stratégie régionale EEDD.

Ce document est notre objectif.

C'est un espace de débats entre acteurs, entre institutions et entre associations. Nous faisons le lien avec les dynamiques locales, nationales, européennes, et méditerranéennes.

● **Notre fonctionnement :**

Le portage administratif de la plateforme se fait par le Graine PACA.

- La plateforme : c'est un espace de consultation de l'ensemble des acteurs : praticiens et financeurs.

- Comité de pilotage : c'est l'organe de coordination : s'y trouve le Conseil Régional, l'académie, la DRJS; l'agence de l'eau, DIREN, PNR, DRAF, REE05...Ils ont signés une déclaration d'engagement en 2006.

- Atelier et groupe de travail

● **Notre démarche :**

Au départ on a fait un bilan des acteurs, des actions de l'EEDD et on s'est appuyé sur des diagnostics départementaux.

Puis on a structuré notre stratégie, on a co-construit des fiches actions et on a mis en place un groupe de travail sur l'évaluation de nos actions.

● **Résultats :**

4 fiches actions :

- éco-responsabilités : généralisation des démarches éco-responsables dans les établissements scolaires
- développement de l'EEDD dans le cadre des contrats milieu aquatique
- contractualisation secteur privé/public
- sensibilisation des élus.

Et 4 groupes de travail (représentativité société civile, évaluation, entreprise, site Internet)

● **Nous avons des attentes fortes par rapport au niveau national notamment :**

- Sur le fait qu'il manque une filière professionnelle en EEDD
- Il y a un besoin de signe au niveau local de la part de l'EN pour impulser l'EEDD dans les programmes et un cadre plus clair et plus fort pour les enseignants.
- Il y a besoin de formation en EEDD notamment pour les éducateurs...
- On réfléchit à un observatoire régional de l'EEDD, qu'en est-il de l'observatoire

national?

- On attend qu'il y ait un espace de concertation identique (au nôtre) au niveau national qui soit multipartenarial. On espère qu'aux assises on pourra signer l'acte de naissance de cet espace de concertation.

C. Delhaye : l'idée est intéressante. Au comop 26, il y a l'idée d'une charte partenariale des acteurs de terrain, est-ce le même document?

Il faut proposer un document produit par les différents acteurs de l'EEDD et dans lequel ils s'engagent, une sorte de charte nationale des acteurs de l'EEDD.

RG : comment les ministères ressentent le projet tel qu'il est présenté aujourd'hui?

JMV : l'EN est tout à fait favorable à une bonne coordination.

Quand j'entends rectorat, lycées, il est tout à fait évident que le niveau académique et le niveau national vont se coordonner avec le processus en cours. Pas de problème.

Il y a un problème sémantique, j'emploie à dessein le terme de coordination qui donne une place à chacun.

Je ne peux pas me prononcer sur le financement.

RG : Est ce que chacun peut s'exprimer sur comment-il reçoit les avancées du projet?

C. DELHAYE : nous avons soutenu au Comop 34 l'idée d'un espace de concertation au niveau national, l'idée n'a pas encore reçue d'échos mais nous allons insister.

MJ : A propos du Comop 34 « Sensibilisation, information et formation du public aux questions d'environnement et de développement durable », son périmètre et sa feuille de route dépassent son cadre et englobe largement ce qui se passe dans d'autres espaces de paroles.

Il ne porte pas que sur l'éducation au développement durable. Il y a un certain nombre de blocage par rapport à certains « titres » et « intitulés ».

le titre de ce Comop n'est pas EEDD.

Le blocage sur les intitulés est réel et peut empêcher certaines avancées.

Il y a des préalables à l'adhésion de certaines structures. C'est surtout le mot « éducation » qui est un terme bloquant à l'heure actuel, il est connoté pour le public ciblé, en terme de démarche et de responsabilités, notamment au niveau français, et il l'est d'autant plus qu'on parle d'EEDD. C'est important cet aspect.

Le blocage sur la sémantique Il est réel par rapport à un certain nombre de notions.

RG : Que faut -il dire alors?

MJ : L'objectif est de partager une culture commune, d'avoir des objectifs communs, et sortir de la sphère des acteurs de l'EEDD

Débat et discussion :

Concernant l'EEDD, de nombreuses polémiques ont lieu sur l'éducation à l'environnement , pour d'autre c'est l'éducation au DD qui pose problème...au Québec on parle d'éducation relative à l'environnement... bref, un débat sans fin.

Il est important de parler d'information, de communication, formation, à des outils transversaux au service de...l'EEDD (par exemple).

Il ne s'agit pas changer les termes aujourd'hui. Par contre, il est important de décroisonner, c'est le point de passage obligé. Au Grenelle, il a été explicitement affiché comme une volonté institutionnelle par rapport aux autres acteurs.

Il y a des constats de cloisonnement. Le secteur associatif a aussi un certains nombres de freins et de choses qui lui sont propres, idem pour les entreprises, les ministères, les collectivités...

Quel est le plus petit dénominateur commun?

Est ce le mot « culture? »

GLB : La déclaration d'engagement que nous avons réalisé à servi à cela. Cela a été un travail long, on ne s'est pas arrêté sur le terme, on a cherché les dénominateurs communs.

EG (agence SN) : à la Région Ile de France, on a réalisé le même travail pendant un an, nous avons réalisé une charte d'engagement de chacun des partenaires. On a bien peser les termes. On l'a signé cette année au salon de l'éducation.

MJ : le niveau national est en retard par rapport au niveau régional qui est un espace de vie partagée, concret. Le niveau national exprimera ce qui fait sens.

Benoit : l'action nous a réuni, on a laissé de côté les termes, pour décroisonner justement.

GLB : Le comité de pilotage a acté que je suive ce qui se fait au niveau national. Je peux travailler pour les assises, notamment à rassembler les différents textes pour constituer un corpus de textes de références sur l'EEDD, plus ce qui a trait à l'éducation au niveau national et européen.

J.Giordano : ce qui bloque ce sont les termes d'éducation à l'environnement plutôt que éducation au Développement Durable qui englobe toutes nos préoccupations de tous les jours.

RG : autrefois le terme « environnement » avait cette dimension quand on l'utilisait (voir le texte de TBILISSI, daté de 1977 : l'environnement englobe aussi la dimension sociale et économique.

Le terme EEDD permet de faire le lien.

Rmq de la part de Jacqueline DL de la décennie : Inscrivez vous au colloque de Bordeaux. Des personnes du CNOA y seront.

Je voudrais dire quelque chose d'important : il faut faire des relais et mettre en place des synergies entre les différentes manifestations qui existent sur l'EEDD, ce serait bien de ce concerter pour donner des informations d'une part, pour nos présences à ces

événements, d'autre part, il y aura la question du WEEC à Montréal en mai 2009, notamment.

Arrivée de Mme Catherine Larrieu.

Ministère de la Jeunesse, sport et santé :

Nous on parlait d'éducation populaire et cela englobait tout cela.

A ce titre nous accompagnons et soutenons cette démarche au niveau national et régional.

J'ai engagé en 2008 un travail sur l'éco-responsabilité avec des associations agréées pour prendre en compte ce champ dans leurs projets et leurs démarches propres.

Nous avons soutenu 25 associations nationales. C'est un travail de coopération autour de leur projet.

On a le souhait qu'il y ait autour de cette réflexion un atelier dans le cadre des assises pour élargir la problématique.

Notre souhait est de profiter des assises pour éclaircir notre cohérence les aspects « jeunesses » et « sports ».

Le CFEEDD est soutenu en 2008 par le ministère. On ne sait pas encore pour 2009 mais le directeur de la jeunesse a accepté l'idée d'un soutien financier.

Ministère de l'agriculture et de la pêche :

Florence SALHY : je suis le projet et les échanges avec intérêt. La mission DD au MAP est en remaniement. Je me plonge dedans, je viens d'arriver. Je découvre, je remplace sur cette thématique F. Lavarde.

Il y a au niveau national deux animateurs sur la question du DD : le réseau EEDD et Etablissement Public Local et DD. Ils pourront participer à cette démarche.

En ce qui concerne les financements, je ne peux m'avancer sur rien. Je vais voir pour accueillir le prochain CNOA.

TL : les éclaircissements de Michelle Jouhaneau sont importants. Il faut mettre de côté ce qui nous sépare et plutôt travailler sur ce qui nous rapproche. Depuis 15 ans, il y a l'émergence du DD qui était déjà controversé au moment de son émergence entre « durable » et « soutenable ».

Catherine LARRIEU : je fais partie de l'équipe de Michèle Papalardo au MEEDDAT, on parle plus globalement du ministère du DD et cela nous convient bien pour son caractère fédérateur. Le DD est fédérateur d'acteurs et de compétences.

Nous sommes heureux de vous accueillir aujourd'hui. Merci d'avoir choisi ce lieu.

Michelle Jouhaneau participe activement au projet des assises.

On est partie prenante de la démarche au niveau national et au niveau régional.

Vous avez pris contact avec les équipes DIREN en région.

Ils sont en re-restructuration et ce n'est pas forcément évident pour eux de vous répondre. Soyez indulgent. En tout cas ils sont motivés et on va leur en reparler à nouveau pour qu'ils identifient les acteurs sur le terrain.

Premier point : au niveau national : le sujet de l'éducation, de l'information et de la formation fait l'objet de nombreux travaux au sein du COMOP 34.

L'objet de ce COMOP est en lien avec votre projet sauf qu'il n'y a pas la cible scolaire, mais plutôt grand public.

Ces deux groupes sont complémentaires sur le fond. Ce qui ressort du COMOP 34 donne des informations importantes et des repères pour agir efficacement sur le DD il ne faut pas seulement de messages d'alertes

Second aspect : c'est la force importante du partenariat. Quand on travaille sur ce sujet là on voit la convergence entre le CFEEDD et le COMOP 34 sauf qu'au Cfeedd il y a les autres ministères pas au Comop, on viendra vous solliciter. Pour le financement, il y a des avancées au niveau régional, au niveau national, les contacts sont en cours, on essaie d'avoir une cohérence entre le niveau national et régional.

Conclusion par Roland GERARD : on a bien travaillé, il y a de l'écoute. Merci à tous d'être venu et d'avoir participé. Francis THUBE est excusé il est en cours de rétablissement et il va reprendre en novembre. On continuera d'échanger par e-mail et sinon rendez-vous le 3 février pour le prochain comité d'orientation.

Prochaine date de réunion du CNOA :

- le **mardi 3 fev de 10h à 12h** on voit si ça peut se faire au MAP.
- Le **2 juin** même horaires, le lieu se préciser plus tard.